

En ces temps nouveaux de paralysie revendiquée

Université inc. Des mythes sur la hausse des frais de scolarité et l'économie du savoir, de Éric Martin et Maxime Ouellet, Lux éditeur, « Lettres libres », 152 p.

Martin Jalbert

Numéro 244, printemps 2013

Le savoir capital

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/69386ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Jalbert, M. (2013). En ces temps nouveaux de paralysie revendiquée / *Université inc. Des mythes sur la hausse des frais de scolarité et l'économie du savoir*, de Éric Martin et Maxime Ouellet, Lux éditeur, « Lettres libres », 152 p. *Spirale*, (244), 50–51.

En ces temps nouveaux de paralysie revendiquée

PAR MARTIN JALBERT

UNIVERSITÉ INC.

DES MYTHES SUR LA HAUSSE DES FRAIS DE SCOLARITÉ ET L'ÉCONOMIE DU SAVOIR

de Éric Martin et Maxime Ouellet

Lux éditeur, « Lettres libres », 152 p.

Maintenant que « *la page est tournée* » sur l'« *agitation* » du Printemps érable et sur le conflit qui fonde et structure l'activité politique; maintenant que le dialogue s'est déroulé « *autour d'une table* », que la disposition de cette table tournante a permis à l'Esprit de se manifester en épelant les mots de son intervention surnaturelle (c'-e-s-t-l'-é-t-a-t-d-e-s-f-i-n-a-n-c-e-s-p-u-b-l-i-q-u-e-s-q-u-i-l-e-v-e-u-t) et au Médium d'écraser le spectre des possibilités (de la hausse qui dit son nom à la hausse qui le cache sous celui de « *gel indexé* »); maintenant que nous ne pouvons pas ne pas tous et toutes vouloir une « *société du savoir* » au service de la prospérité; maintenant qu'il est de nouveau justifié de poivrer des manifestant-e-s parce que « *l'intimidation n'est pas une façon de faire* » (Pierre Duchesne, 18 janvier 2013), à quoi bon relire ce petit livre de combat susceptible d'alimenter l'indignation et la rationalité de tous ceux et celles qui n'ont pas confiance en leurs élites dirigeantes ?

TOURNE LA PAGE *REMIX* OU *IDLE*, Ô YES!

Quelle actualité peuvent avoir ces principaux prolégomènes au mouvement étudiant et social de 2012 alors que *consensus* est redevenu la formule fétiche des élu-e-s et que le temps est venu de « *dépasser les divisions* » qui « nous » dressent les uns contre les autres et qui empêchent notre petite nation d'accéder à un « *destin qui soit bien plus qu'un petit pain* » (Loco Locass) ou de se tailler une place dans le Marché Mondial de la Concurrence (le MMC), voire, comme le dit Elvis Gratton devenu recteur, d'« *être dans les meilleures sociétés au monde* » ? L'heure n'est plus à faire apparaître les tendances qui affectent l'éducation comme des effets d'un projet politique en cours qui, pour être fort, n'en est pas moins réversible. Les conclusions sont hors saison qui affirment que « *les jeux ne sont pas encore faits* » et qui ne passent pas sous silence ces « *peuples qui veulent continuer de transmettre généreusement leur culture plutôt que de participer à la guerre économique concurrentielle* », ces « *jeunes qui*

aspirent encore à être autre chose que des clones obéissants et conformistes » et ces « *professeurs qui veulent encore enseigner et non performer* » et faire performer.

SOUSSION DE L'ESPRIT ET PARALYSIE REVENDIQUÉE

À l'image du Printemps québécois, la réfutation claire et informée, mythe après mythe, des discours de justification des politiques néolibérales en matière d'éducation se double ici de la défense de principes sur lesquels il n'est pas question de céder, en l'occurrence l'accessibilité à l'éducation détachée des inégalités socioéconomiques et l'éducation comme formation d'individus autonomes et transmission d'un patrimoine culturel, intellectuel et scientifique humain. Plusieurs ennemis de la modernité tardent ainsi à comprendre qu'il faut s'y faire, que nous n'en sommes plus là et que nous sommes en Amérique du Nord. Les États doivent s'adapter aux « *défis* » imposés par le MMC. Les meilleurs ressorts pour guider nos activités et nos choix communs, ce n'est pas l'intérêt général mais la recherche du meilleur ratio coûts/bénéfices, la peur des sanctions et la soif des récompenses. Les personnes qui composent les populations sont du capital humain au service de la prospérité. La concurrence est le principe général des relations humaines et des relations internationales. Votre vie est nulle si vous n'êtes ni performant ni productif. Chaque individu, dans la guerre de tous contre tous, doit être un bon entrepreneur de lui-même capable d'adopter des conduites stratégiques adéquates et de gérer, comme l'écrivent les auteurs, « *ses énergies pour obtenir le maximum en retour, sous forme d'un accroissement de sa "puissance d'exister", fût-ce au détriment des autres et sans égard au sens de l'existence* ». De tels énoncés doivent être reçus comme des vérités et des évidences, pas comme des éléments d'un montage discursif servant d'abord et avant tout à « *légitimer les intérêts d'une élite qui cherche à se désolidariser du reste de la société* ».

LE PROBLÈME AVEC LES RADICAUX, C'EST L'ENVERGURE DE LEUR ANALYSE

Nous savons tous que les contestataires ont toujours tort : si ce n'est pas de focaliser sur un enjeu spécifique (les frais de scolarité), c'est d'élaborer une analyse globale du système dans lequel cet enjeu prend place et de parler de choses hétérogènes. C'est bien pourquoi on peut reprocher ici aux auteurs de convoquer, afin de défendre l'idée des « *portes de la science toutes grandes ouvertes à toutes les intelligences* » (Victor Hugo, cité en exergue), divers aspects d'une analyse critique du mouvement d'ensemble qui accompagne la guerre néolibérale menée contre l'État social et éducateur, et qui impose, à une pluralité de sphères de l'expérience, un même système normatif de pratiques et de pensées calqué sur le modèle unique de l'entreprise du secteur marchand. Les auteurs mettent à contribution une compréhension plus large des nouvelles formes de contraintes du capitalisme contemporain reliées à la commercialisation de la finance et du savoir, à l'économie de la dette agissant comme puissant facteur d'anxiété sociale et de docilité, enfin à la logique de l'utilisateur-payeur transformant en marchandise tout « bien » matériel et immatériel.

Il en est ainsi de l'examen de la conversion managériale de l'État ayant précédé la mutation du système de l'éducation. Cette transformation néolibérale de l'État en État entrepreneur au service des entreprises touche au fondement de l'État, à son rôle et à ses règles de fonctionnement. Selon Martin et Ouellet, cette conversion a été favorisée par l'importation des recettes et de l'esprit de la *nouvelle gestion publique* qui, sous prétexte d'introduire une « *culture du résultat* » (quantifié) dans les services publics qui ne peuvent être entièrement privatisés, y imposent des méthodes standardisées et des critères d'évaluation étrangers à la nature et aux finalités des activités des institutions et aux valeurs politiques, sociales, morales, intellectuelles et professionnelles qui les fondent. Non seulement ces pratiques bureaucratiques viennent-elles saper la « *culture du service public* » pour soumettre les institutions à l'impératif de productivité et de profit, mais elles y modifient, de plus, les rapports de pouvoir afin d'intensifier la surveillance et la subordination des professionnel-le-s. L'accroissement des mécanismes d'évaluation et de contrôle contribue à concentrer le pouvoir entre les mains des élites managériales — ces représentants dociles de la logique économique et du secteur privé avec lequel ils entretiennent des liens étroits — au détriment des autres acteurs des institutions qui voient leur autonomie, leur force collective, leur culture et leur solidarité professionnelles mises à mal.

DE LA SORCELLERIE EN ÉDUCATION

Si on suit les auteurs, les tendances en cours dans les domaines de la recherche et de l'enseignement découleraient des formes instituées que les élites dirigeantes cherchent à donner à la subordination toujours plus grande des institutions aux exigences de l'accumulation mondiale du capital. Au cœur de cette mutation figure une conception

étroitement mercantile du savoir qui voit dans toute connaissance (celle à transmettre ou celle à créer) non pas une chose qu'on aimerait pour elle-même, un bien public non exclusif, une création au service de la société ou de l'humanité, voire une création rendue possible par la société elle-même, mais une « *ressource* » susceptible de contribuer, à un moment ou à un autre, à la production de profits. À *un moment ou à un autre* : soit parce que les écoles, plutôt que de former des esprits libres et critiques, tendent à devenir des boîtes de formation d'une main-d'œuvre qualifiée dotée des « *compétences* » adaptées aux tâches à accomplir et aux besoins en productivité des entreprises ; soit parce que l'augmentation de la productivité se fait à la faveur de ce que, depuis au moins les premiers travaux de Joseph Schumpeter il y a un siècle, on appelle l'« *innovation* », c'est-à-dire cet ensemble de nouvelles connaissances sur les matières premières et les matériaux, sur les outils et les méthodes de la production, sur les produits et les débouchés, sur les modes d'organisation de la production, sur la main-d'œuvre, etc. Du reste, ces nouvelles connaissances (dans certains secteurs à tout le moins) seront largement brevetées par les entreprises privées, donc confisquées et privatisées dans le but de générer des profits eux aussi privatisés. Les entreprises et les universités pourront dès lors attirer des investisseurs et du capital de risque et améliorer leur « *positionnement concurrentiel* » sur le MMC. La conversion commerciale des institutions d'enseignement et de la recherche permet ainsi d'accroître les services rendus par tout le système de l'éducation à la prospérité économique. Bien plus : dans la mesure où ce sont les fonds publics qui subventionnent cette mutation qui produit non pas de la richesse collective mais des profits très largement privatisés, elle augmente la stratégie par excellence du complexe étatico-capitaliste : la socialisation des coûts et la privatisation des profits.

La lecture d'*Université inc.* permet hélas (!) de reconstituer le parcours complexe de cette commercialisation du savoir qui inclut la logique des hausses des droits de scolarité, « *brutales* » ou « *indexées* », et qui explicite pourquoi les sorciers néolibéraux préféreront avoir recours à la formule incantatoire d'« *économie du savoir* » — la combinaison parfaite de clarté et d'obscurité pour envoûter les esprits — plutôt que de dire franchement que la marchandisation de la connaissance sous toutes ses formes et la conversion commerciale du système éducatif et des institutions de recherche, toutes deux financées par les fonds publics, servent non pas à éduquer des êtres humains ou une société, mais à satisfaire les bons vieux impératifs du capitalisme que sont la diminution des coûts de production, l'augmentation de la productivité et la maximalisation des profits, le tout au bénéfice d'une minorité de détenteurs de capitaux.

Maintenant que cette sorcellerie capitaliste tente une fois de plus, comme l'écrivaient Philippe Pignarre et Isabelle Stengers, de « *faire coïncider asservissement et mise au service, assujettissement et production de ceux et celles qui, librement, font ce qu'ils ont à faire* », on peut vraiment se demander s'il y a lieu de revenir à un tel ouvrage de désenvoûtement. †